

# ACTION URGENTE

## LE TÉMOIN DU MEURTRE D'UNE DÉFENSEURE DES DROITS EN DANGER

**Les autorités honduriennes refusent d'autoriser le défenseur mexicain des droits humains, Gustavo Castro Soto, à quitter le Honduras et essaient de le renvoyer dans l'État dans lequel le crime a été commis. Il est le seul témoin du meurtre de la responsable indigène Berta Cáceres. Il a déjà témoigné et craint pour sa sécurité au Honduras.**

Les autorités honduriennes ont intercepté **Gustavo Castro Soto** à l'aéroport de Tegucigalpa, la capitale, tôt le matin du 6 mars, alors qu'il essayait d'embarquer sur un vol pour le Mexique, et ont refusé de le laisser quitter le pays. Le bureau du procureur général a rendu une décision lui imposant de ne pas quitter le pays pour qu'il puisse continuer de témoigner dans le cadre du meurtre de Berta Cáceres, responsable et co-fondatrice du Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH), qui a été abattue à son domicile tôt le matin du 3 mars à La Esperanza, dans le département d'Intibucá, dans l'ouest du Honduras.

L'organisation de Gustavo Castro, l'ONG mexicaine Otros Mundos AC/Chiapas – Amigos de la Tierra México, a déclaré dans un communiqué de presse qu'il était actuellement retenu à l'ambassade mexicaine de Tegucigalpa. Gustavo Castro craint que les autorités ne cherchent à le renvoyer dans le département d'Intibucá, tout juste un jour après que ces mêmes autorités ne lui aient indiqué qu'il était libre de partir et qu'il se soit rendu à Tegucigalpa.

Gustavo Castro a demandé des copies de ses déclarations aux autorités, mais celles-ci ont refusé sa demande et ne lui ont fourni aucune information, selon Otros Mundos. L'organisation a déclaré craindre que son droit à une procédure régulière ne soit enfreint et que sa sécurité ne soit mise en danger s'il est renvoyé à Intibucá.

Gustavo Castro Soto était présent et a été blessé lors de l'attaque ayant mené à la mort de la responsable indigène et défenseure des droits humains Berta Cáceres, le 3 mars. Elle recevait depuis plusieurs années des menaces en raison de son travail de défense des droits de communautés indigènes et de l'environnement. Plus récemment, Berta Cáceres et le COPINH avaient dénoncé les menaces et le harcèlement dont ils étaient victimes en raison de leurs manifestations contre la construction du barrage d'Agua Zarca, dans la communauté de Río Blanco.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- appelez les autorités à renoncer à renvoyer Gustavo Castro Soto dans le département d'Intibucá et à lui permettre de rentrer au Mexique dès que possible ;
- engagez-les à respecter ses droits à une procédure régulière et à une protection consulaire.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 AVRIL 2016 À :**

Président de la République  
Juan Orlando Hernández  
Presidente de la República  
Casa Presidencial  
Bulevar Juan Pablo II  
Tegucigalpa, Honduras  
Courriel : info@presidencia.gob.hn  
**Formule d'appel : Estimado Señor**  
**Presidente, / Monsieur le président,**

Procureur général  
Óscar Fernando Chinchilla  
Fiscal General de la República  
Ministerio Público  
Lomas del Guijarro  
Tegucigalpa, Honduras  
Courriel : fiscalgeneral@hushmail.com  
**Formule d'appel : Estimado Señor Fiscal, /**  
**Monsieur le Procureur général,**

**Copies à :**  
CONADEH  
Colonia Florencia Norte  
Boulevard Suyapa  
Tegucigalpa, Honduras  
Courriel : central@conadeh.hn

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Nom : Gustavo Castro Soto

Homme

AU 50/16, AMR 37/3588/2016 – 6 mars 2015

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

